

**CE TEXTE SERT DE BASE
AUX DISCUSSIONS MENÉES DANS LE CADRE
DE L'ACTUALISATION DOCTRINALE DU MR**

— THÈME 5 —

Une Europe unie et renforcée

AVEC *Frédérique Ries, Gérard Deprez, Jean-Jacques Flahaux & Yves Evrard*

L'Europe du Mieux, pour tous

L'Union européenne a été citée à plusieurs reprises dans les pages qui précèdent : alimentation, sécurité, force d'intervention européenne, défense des langues, Bruxelles siège des Institutions, citoyenneté européenne, émigration économique... Rien de plus normal, l'Europe est un niveau de réponse approprié pour faire face aux défis majeurs du 21^{ème} siècle.

L'engagement européen des réformateurs est à la fois enthousiaste et lucide

Enthousiaste, parce que l'unification économique, sociale et politique du continent européen est sans conteste le plus beau projet démocratique du monde actuel.

Lucide, parce qu'un projet d'une telle ampleur, d'une telle complexité et d'une telle importance pour la vie quotidienne des citoyens européens, est un vaisseau dont la progression est difficile et confrontée à bien des écueils.

L'élargissement à 27 Etats-Membres a été rapide. Ces déplacements des frontières, cet accroissement des populations européennes, cette disparité des potentiels économiques et des sources de richesses, cette diversité des systèmes sociaux et des traditions culturelles, peuvent intimider. L'Europe doit tenir compte de ces préoccupations citoyennes et y répondre car le scepticisme, laissé à lui-même, peut rapidement se transformer en un ennemi intérieur de l'Union.

Ce n'est qu'en franchissant tout ce qui, vu sa complexité, la sépare des citoyens, que l'Union européenne sera pleinement la puissance politique capable d'assurer les intérêts de tous et de porter sur la scène internationale les valeurs de l'Europe démocratique : charte des droits fondamentaux, lutte contre les discriminations, lutte contre le racisme et la xénophobie, liberté de circulation, protection des données, droit d'initiative citoyenne, droits des femmes...

NOTES PERSONNELLES

Même dans le domaine de l'Europe sociale, dont on affirme trop vite qu'elle n'existe pas, l'Union joue un rôle considérable. Sans la force de l'Euro, nos économies nationales auraient été bien démunies face à la crise financière. Et que dire des universités, des hautes écoles, des étudiants ? En 2012, trois millions de jeunes « Erasmus » auront essaimé à travers l'Europe...On pourrait également évoquer la lutte contre le terrorisme, la recherche fondamentale et appliquée dans des domaines comme la conquête spatiale, le changement climatique, les énergies renouvelables ou les technologies médicales...L'Europe est *notre* visa pour l'avenir ; à la condition que « *notre* » signifie aussi que l'Europe soit devenue pleinement « *nôtre* », que nous nous soyons, en tant que citoyens, appropriés le projet européen.

Il faut une Europe qui approfondisse son ancrage politique, démocratique et citoyen. Cela ne signifie pas qu'il faille critiquer l'extension, l'élargissement à d'autres pays : si l'Union ne s'était pas ouverte à tous les Etats-Membres qui désormais la composent, elle ne serait pas aujourd'hui une puissance politique capable de faire entendre sa voix. L'élargissement peut donc se poursuivre, dans le respect de tous les critères d'adhésion, et à un rythme équilibré.

Les réformateurs, avec la ferveur de l'engagement, en appellent à une conscience et à un désir d'Europe ; Europe pleinement porteuse de **Mieux, pour tous !**

Encadrer les flux migratoires vers l'Europe

Les migrations ne sont pas une sorte de malédiction des Temps modernes ; les êtres humains ont toujours migré. Encore faut-il, dans le 21^{ème} siècle complexe qui est le nôtre, marqué en outre par le risque accru d'immigration climatique, qu'elles soient organisées et encadrées.

La condition sine qua non de toute politique qui puisse réguler les flux de migrants est la démocratie à tous les échelons de l'autorité publique. On peut d'emblée en prendre pour preuve le fait que là où il n'y a pas de démocratie, il n'y a pas immigration. Aucune population n'a migré volontairement pour rejoindre l'Allemagne nazie ou la Russie communiste.

Dès lors que l'on parle d'immigration, on parle de frontières. Immigrer c'est traverser des frontières géographiques mais aussi culturelles, mentales, linguistiques. Or, si dans ce domaine il est bien une chose que l'histoire nous enseigne, c'est que les frontières ont toujours été mobiles, évolutives, transformables et transformées. Il n'y a pas de frontières purement naturelles, mais toujours des constructions humaines.

C'est pourquoi, au niveau européen, un élément-clé de la régulation des flux migratoires serait la définition et la mise en œuvre d'**une véritable citoyenneté européenne** qui dépasse l'appartenance aux seuls Etats-nations. Les dimensions européennes, la diversité des besoins, la multiplicité des situations favoriserait davantage l'organisation d'une **immigration économique en partenariat avec les pays de forte immigration.**

Mais toute politique de régulation des flux migratoires décidée par l'Union européenne serait vouée à l'échec si elle n'était pas appuyée concrètement dans les villes et communes par des « micropolitiques » appropriées ou par des actions de quartier organisées par le secteur associatif. Dans une ville en effet, les habitants se rencontrent au quotidien, utilisent les mêmes transports en commun, fréquentent les mêmes boutiques, travaillent dans le même secteur, ont étudié dans le même établissement scolaire... C'est d'ailleurs cette proximité de vie qui a été mise en avant pour accorder aux personnes immigrées, n'ayant
